

DISCOURS D'OUVERTURE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE CADRE DE LA  
6ÈME CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FONDS MONDIAL DE LUTTE  
CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

10 OCTOBER 2019 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Merci à toutes et tous d'être là. Elle a fait le travail. Personne ne peut expliquer avec plus de force que Amanda Dushime vient de le faire, l'importance de votre présence, de votre engagement et de ce que nous devons faire. Parce qu'il y a dans tant de pays des jeunes qui, comme Amanda, sont sous traitement, ont besoin du traitement, ont besoin des actions aussi à côté du traitement pour pouvoir avoir une vie normale. Et au fond, ce qui nous est demandé, ce n'est pas d'aider - ça a été parfaitement dit - d'avoir des bénéficiaires, ce n'est pas de la charité, c'est de décider, d'investir contre des injustices.

C'est ça le combat que nous avons collectivement à mener et que tant de pays qui sont ici représentés connaissent aussi. Et vous avez dit avec beaucoup de force, et je vous en remercie, l'importance et le sens de la lutte que beaucoup ici veulent mener. Ce que nous voulons faire ici aujourd'hui à partir d'ici, c'est de faire disparaître le sida, la tuberculose, le paludisme de la surface de la Terre. Juste ça. L'objectif d'éradication en 2030, il est atteignable, il est atteignable si aujourd'hui nous sommes au rendez-vous de nos responsabilités. C'est la question qui nous est posée aujourd'hui à Lyon.

Alors je le disais hier à quelques-uns lorsque nous lançons les choses, la France n'a aucun mérite d'accueillir à Lyon cette conférence de reconstitution, parce que personne n'en voulait. Personne. Parce qu'au fond on se disait le système multilatéral est fatigué. Regardez, il y a des crises partout. On est en train de douter partout du système. Parce que dans beaucoup de pays qui donnaient historiquement, au fond, la morsure est moins présente.

Et le fait que ce combat était si important il y a quelques années parce qu'on mourrait dans nos pays de ces maladies n'est plus là. Il y a maintenant des traitements qui existent. Il y avait comme le risque d'un relâchement. Et au fond le sentiment qui pouvait il y a encore quelques mois être présent, c'est que le combat contre les grandes pandémies qui avait été puissamment porté dans les années 2000 au travers du Gavi, d'Unitaid, du Fonds mondial, n'était plus dans toutes les têtes et les cœurs.

Et donc ce que nous devons collectivement faire ici aujourd'hui, ce que nous devons envoyer comme message depuis Lyon, c'est que ce système international est bien debout et que le multilatéralisme est bien debout, que ces mobilisations des années 2000 sont bien debout et que nous sommes aussi conscients du défi qu'il y a devant nous. Et que le combat que nous sommes en train de mener est le cœur de ce qui fait le sens de nos engagements et avant tout un combat contre les inégalités, les injustices les plus profondes de notre planète. C'est d'abord un combat contre les inégalités entre pays. Il y a aujourd'hui plus de la moitié de la population mondiale qui n'a pas aujourd'hui accès aux services de santé dont elle a besoin. Plus de la moitié.

C'est ensuite un combat contre les inégalités de genre. Les femmes et les jeunes filles continuent d'être touchées de façon disproportionnée par le VIH, la tuberculose ou le paludisme. En Afrique subsaharienne, les adolescentes et les jeunes femmes entre 15 et 24 ans, elles sont deux fois plus exposées aux VIH que les garçons du même âge. Et cela monte jusqu'à six fois plus dans les pays les plus durement touchés. Et c'est aussi la lutte contre les inégalités de destin parce que nous savons que les personnes les plus vulnérables sont aussi les plus exposées.

Le paludisme a tué 435 000 personnes en 2017. Les deux tiers étaient des enfants de moins de 5 ans dans les pays pauvres. Contracter la maladie, ne pas avoir accès aux soins, c'est ne pas pouvoir aller à l'école, c'est voir son avenir barré. Donc la lutte contre les inégalités devant la santé est au cœur de notre combat parce que l'accès aux soins est un droit fondamental pour toutes et tous. Et ce combat

est aujourd'hui encore plus indispensable qu'hier.

Et ce combat il a des visages. Celui de Marta qui avait 14 ans quand elle a appris qu'elle était née porteuse du VIH et qui se bat aujourd'hui contre la maladie et contre les préjugés dans son pays. Celui d'Amanda qui vient de vous expliquer qu'elle avait dû attendre 11 ans de vie pour pouvoir être dépistée et que c'était aussi un combat contre le regard des autres, contre la stigmatisation, que c'était non seulement un combat contre la maladie avec un traitement lourd mais en plus un combat pour rattraper toutes les inégalités qui allaient se mettre au carré. C'est un combat contre le regard des autres. Et donc ce ne sont pas simplement des chiffres, même ceux que je viens de rappeler. Ce sont des vies. Et nous nous n'avons pas le droit de ne pas être au rendez-vous.

L'action du Fonds mondial a démontré que la victoire contre les grandes pandémies était à notre portée. Il y a d'abord eu l'inspiration, la volonté de Kofi ANNAN à la tribune des Nations unies. Et je veux ici saluer sa mémoire. La mobilisation du G8 quelques mois plus tard. Et je veux aussi saluer la mémoire ici du président CHIRAC qui avec ses collègues - mais c'était chez lui une conviction très profonde - a su porter ce combat, la place d'ailleurs de la France dès le début comme deuxième contributeur historique, et cette volonté d'avancer et de faire. Et donc depuis le début des années 2000, la mobilisation de la communauté internationale, du Fonds mondial a rendu possible ce qui était alors impensable. Et les résultats sont là. Incontestables. 17 ans plus tard.

Depuis la création du Fonds mondial ce sont 32 millions de vies sauvées. Le nombre de décès dus au VIH a diminué de moitié depuis 2005. La couverture de personnes suivant un traitement a presque triplé ces huit dernières années. Et nous pouvons voir bientôt naître une génération libérée de la maladie. 5,3 millions de personnes ont été traitées de la tuberculose en 2018. Le taux de mortalité lié au paludisme a chuté de 60 % en 20 ans. 131 millions de moustiquaires ont été distribuées par le Fonds mondial l'an dernier. Des programmes ont été mis en place pour permettre la prise en charge dans des centres de santé des personnes stigmatisées comme les personnes LGBT, les travailleurs et les travailleuses du sexe ou les prisonniers. La fin du sida, de la tuberculose et du paludisme est possible en une génération.

Il y a 20 ans, ce que je suis en train de vous dire, ces chiffres-là, ces vérités étaient impensables et de l'ordre de l'impossible. Ces réalités ont été réalisées grâce à la mobilisation de nos chercheurs publics et privés, de nos laboratoires de recherche. Des équipes formidables qui ont découvert puis travaillé sans relâche. Je veux ici les en remercier du fond du cœur. Françoise BARRÉ-SINOUSI était avec nous hier, il y a des chercheurs du monde entier qui sont là avec nous. Ils ont commencé parfois avec des moyens très faibles, très loin des radars et des spotlights. Et ils ont fait et continué à faire, et nous continuerons de les aider à faire. Ce travail a été réalisé par les organisations non gouvernementales, les activistes partout dans tous nos pays qui nous ont toujours pressés, poussés, avec force. Et il le fallait pour agir et être là.

Il a été possible parce que le Fonds mondial a travaillé avec les gouvernements, avec les communautés, avec les ONG pour pouvoir obtenir ces résultats dans tant de pays dont les difficultés étaient considérables. Mais l'enjeu maintenant, c'est de démontrer par l'exemple ce que la coopération internationale peut faire quand les engagements sont là, et c'est de gagner ce pari. Je vais être très simple et très concret avec vous : les trois à cinq années qui viennent, c'est là que va se décider si nous gagnons ou pas. J'ai parlé des 32 millions de vies sauvées.

Mais il y a encore tant et tant de régions, de pays, de zones où nous ne sommes pas au rendez-vous. Et si nous ne gagnons pas la bataille dans ces régions, dans ces zones, parfois dans la région d'un pays la plus pauvre, alors nous pouvons tout perdre, y compris ce que nous avons fait les dernières années. Parce qu'alors la pandémie reprend ses droits, parce qu'alors la maladie reconquit du terrain. Et nous nous reculons.

Si nous sommes au rendez-vous de nos engagements sur les trois prochaines années, ce sont 16

millions de vies qui peuvent être sauvées. Si nous sommes au rendez-vous de nos engagements, c'est l'éradication entière pour 2030 qui est possible. Et donc être au rendez-vous de nos engagements, c'est simple. Ce n'est pas simplement regarder les vingt dernières années. C'est regarder ce qu'il y a devant nous. 1,7 million d'infections au VIH en 2018 c'est inacceptable. Et même si les taux d'incidence sont en baisse, la diminution est trop lente. 1,6 millions de personnes mortes de la tuberculose en 2017, contractées par un million d'enfants, la même année. Les nouvelles infections dues au VIH sont en recrudescence, dans une cinquantaine de pays d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, d'Amérique latine. La tuberculose multirésistante se répand en Europe, en région Asie-Pacifique, en Afrique.

Et après des années de recul constant, le nombre de cas de paludisme repart, aujourd'hui, à la hausse, dans l'ensemble des pays africains. La résistance aux médicaments, aux insecticides, gagne du terrain. Et nous voyons encore beaucoup trop de reculs de difficultés d'accès aux traitements, dans certaines régions. Et donc vous le voyez, je viens de dire ce que, en 17 ans, nous avons fait d'impensable. Mais aujourd'hui la situation est critique et nous sommes à un tournant. C'est pourquoi, nous devons nous engager sans relâche. Et c'est pourquoi la journée, aujourd'hui, n'est pas simplement ce jour.

Les mois et les années qui viennent sont déterminants dans cette bataille. Nous n'avons, non seulement, pas le droit de reculer, nous avons surtout l'obligation, l'obligation d'éradiquer ces maladies, de sauver 16 millions de vies dans les années qui viennent, de prévenir 234 millions d'infections et d'éradiquer, d'ici 2030, ces maladies. C'est pourquoi, j'appelle chacun, ici, les États, le secteur privé, à accélérer le mouvement avec nous. C'est ce matin que nous relèverons les compteurs. Et au-delà que nous serons au rendez-vous de l'histoire et de nos responsabilités. L'objectif en même temps que nous devons nous donner est d'être plus efficaces.

Nous devons faire mieux pour que les résultats spectaculaires que nous venons d'obtenir soient confortés, confirmés, et pour nous mobiliser pleinement. Nous devons accentuer notre mobilisation au Sahel, en particulier sur le renforcement des capacités des acteurs locaux pour inverser la courbe des infections liées aux trois maladies, renforcer les systèmes de santé, améliorer l'accès aux soins des personnes les plus vulnérables. C'est un enjeu sanitaire et sécuritaire qui nous concerne tous. Les présidents du Niger, du Burkina Faso, sont avec nous aujourd'hui. Je sais combien ils mènent ce combat.

Il est indispensable et il nous faut concentrer nos efforts là-dessus. C'est le même effort que nous voulons avoir au Cameroun, en République centrafricaine, à Madagascar, Eswatini ou en Côte d'Ivoire. Où nous le savons, là aussi, il nous faut mêler, à la fois les forces du Fonds mondial, avec la consolidation, le renforcement des réseaux de santé, l'accès aux soins primaires des populations. Nous devons partout travailler avec les pays récipiendaires sur la mise en place des systèmes de santé plus solides et plus efficaces. Le Rwanda a fait un travail remarquable ces dernières années en la matière. C'est ce qui a permis d'avoir de tels résultats du Fonds dans ce pays. C'est avec tous les pays, que j'ai cités, ce que nous voulons maintenant consolider. Ce qui avec le Zimbabwe était largement amélioré, ces dernières années encore.

Mais là où les systèmes de santé sont faibles, le combat contre les maladies est moins performant. Le retour au statut quo ante est encore plus rapide. Et donc c'est pourquoi il nous faut accentuer, là aussi, nos solutions très concrètes.

Nous, pays les plus riches, investir aux côtés de ces gouvernements et aux côtés de nos engagements, avec le Fonds mondial, pour consolider ou rebâtir ces systèmes de santé. Pour former les personnels, pour permettre d'avoir un système de soin primaire qui permette de consolider cette action. Et à cet égard le rôle de l'organisation mondiale de la santé est aussi fondamental et je veux saluer ici sa présence, son engagement et pour la formation des personnels ce combat est essentiel et nous le ferons aussi dans le cadre de l'Académie de santé que nous construisons ici à Lyon avec l'OMS.

C'est aussi ce que nous voulons faire avec la mise en place de centres de santé équipés, de laboratoires

fonctionnels, de circuits de distribution de médicaments jusqu'aux patients, de systèmes d'information et de collecte des données, de dialogue sur les politiques de santé. Et à cet égard je suis extrêmement heureux de voir tant de chefs d'État amis africains qui sont venus affirmer leur engagement en faveur des politiques de santé publique dans leur pays, leur volonté d'investir dans ce domaine.

Et je tiens également à saluer l'engagement des présidents KABORÉ, RAJOLINE qui ont tous deux confirmé ici hier leurs investissements en santé cette année répondant à l'appel lancé par le président du Rwanda lors du Sommet de l'Union africaine en février 2019. Je veux saluer l'engagement du président ISSOUFOU qui a aussi constamment ces dernières années réengagé son pays sur cette voie. Vous le savez, et nous en parlions encore aussi avec le président BIYA hier, nous avons cette volonté, cette force de vous aider à rebâtir l'investissement en santé et en éducation. Il est indispensable.

Je souhaite que nous lancions ensemble aujourd'hui une réflexion commune sur la question de la transition d'un cadre où il y a un fort soutien des donateurs internationaux vers un financement national du système de santé. Et au fond ? Au-delà et en plus de cette mobilisation du Fonds mondial, c'est cette action avec les pays et dans les pays que nous devons conduire, avoir une action globale et inclusive en engageant tous les acteurs comme le fait le Fonds mondial en nous attaquant aussi aux causes sous-jacentes des nouvelles affections. Parce que nous ne vaincrons définitivement le Sida, la tuberculose et le paludisme que si nous défendons, aussi, les droits des personnes discriminées dans leur accès aux soins et je pense ici évidemment aux personnes LGBT, aux travailleurs et travailleuses du sexe, aux prisonniers, aux migrants partout dans tous les pays cités et au-delà. En plus de soins, de l'accès aux soins c'est la lutte contre les discriminations, la distorsion du regard sur laquelle il faut aussi travailler.

Nous ne vaincrons définitivement le Sida, la tuberculose et le paludisme que si nous agissons aussi pour l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est ce que nous avons lancé avec le partenariat pour l'égalité à Biarritz et le partenariat mondial pour l'éducation travail avec nous sur ce point. Et ce sont ces synergies sur lesquelles nous voulons aussi œuvrer avec la conférence Pékin + 25 et le Forum générations égalité que nous accueillerons dans quelques mois en France et qui sera aussi l'occasion de porter une initiative sur la santé infantile, maternelle, sexuelle et reproductive - et qui est jumelle de ce combat. Nous devons plus nous appuyer sur les très nombreuses innovations en santé conduites sur le terrain par les acteurs locaux.

Le Conseil présidentiel pour l'Afrique a produit un rapport sur les innovations africaines dans le domaine de la santé qui le confirme. Sur le terrain, les réponses technologiques, scientifiques, sociétales sont là et elles sont efficaces. E-learning pour les infirmières au Sénégal, centres d'excellence pour le traitement de la tuberculose en Éthiopie, formation des agents de santé communautaires au Rwanda, centres de prise en charge dédiés en Afrique du Sud pour les personnes les plus exposées au risque d'infection au VIH (LGBT, travailleurs du sexe, etc.)

Il y a partout des innovations qu'il faut accompagner sur le terrain pour gagner cette bataille et nous devons donc, en même temps que nous nous engageons aujourd'hui à contribuer au Fonds mondial et renforcer son action, renforcer notre action aux côtés, avec les pays africains et les sociétés africaines dans ce combat. Mieux articuler notre action avec ses projets locaux qui portent à la fois la possibilité de garantir un droit effectif à la santé et ses transformations profondes. Amanda nous l'a dit tout à l'heure, ce qu'elle veut, ce que la jeunesse d'Afrique veut, ce n'est pas de recevoir des aides, c'est de pouvoir mener une vie normale, choisir sa vie et décider que l'investissement que nous faisons collectivement, elle puisse s'en servir pour faire, aider son pays à réussir, avoir une vie normale. Nous leur devons et nous nous devons d'être au rendez-vous collectivement.

Alors pour ce faire, vous l'avez compris, le cœur de la bataille c'est évidemment d'avoir cette approche très large mais c'est d'être nous tous, pays les plus riches, au rendez-vous de nos objectifs. La France sera au rendez-vous de ces deux objectifs d'abord évidemment en accroissant son l'aide bilatérale et

son aide en matière de santé aux côtés de tous les pays que j'ai cités. Je dois le dire, j'ai regardé les chiffres, nous avons depuis un peu plus de 10 ans quasiment annihilé notre aide bilatérale en matière de santé et de réseaux de soins primaires, d'accès aux soins primaires, dans beaucoup de pays.

C'est pourquoi j'ai décidé de réinvestir sur ce sujet essentiel aux côtés de l'éducation et de quelques autres, et de remobiliser l'Agence française de développement sur ce sujet absolument vital. Nous étions il y a encore quelques années à zéro. Zéro. Nous avons réinvesti fortement cette année, nous allons maintenir et renforcer cet effort dans les années à venir, et je souhaite que nous puissions sceller un partenariat historique nouveau avec les pays africains qui en ont le plus besoin et le Fonds mondial, et je souhaite que nous puissions le signer dans quelques semaines en Côte d'Ivoire où je me rendrai. Et je remercie Peter SANDS et l'ensemble du Fonds mondial d'avoir accepté cette invitation.

Nous remobiliserons l'aide bilatérale française fortement sur plusieurs projets concrets et 3 axes prioritaires la santé maternelle et infantile et la santé sexuelle et reproductive ; la couverture santé universelle ; et le renforcement des systèmes de santé. Et puis il y a le combat pour le Fonds mondial, ce qui nous réunit aujourd'hui. La France comme vous le savez est le deuxième contributeur historique. Nous avons demandé à tout le monde d'accroître de 15 % la contribution. Et donc la France sera évidemment au rendez-vous de cette augmentation avec une augmentation de 15 % de notre contribution à la hauteur de ce rôle et de notre mobilisation. Mais je veux ici aussi être clair cette mobilisation elle ne peut pas se faire aux dépens de nos autres engagements.

Il y a le Fonds mondial mais il y a aussi notre engagement en matière de recherche qui est porté par Unitaid. C'est pourquoi nous maintiendrons également notre plein engagement pour Unitaid pour laquelle je conduirai, et je veux ici annoncer, le renouvellement de notre soutien pour les 3 prochaines années à hauteur de 85 millions d'euros par an.

Parce que s'il n'y a pas la recherche, l'engagement collectif pour la recherche, nous n'aurons pas les résultats. Et bien entendu nous serons naturellement aussi au rendez-vous de Gavi à Londres en juin prochain car comme Unitaid ces actions sont complémentaires et nous devons aussi continuer de nous mobiliser en matière de vaccination. Alors une fois que j'ai dit ça, est-ce que nous avons gagné le combat, est-ce que nous sommes au rendez-vous ? Beaucoup de pays sont là qui se sont mobilisés et ont accepté de porter le combat. Je veux remercier la présence des États-Unis d'Amérique ici avec nous, de plusieurs membres du Congrès. Les États-Unis sont le partenaire historique de ce Fonds ont confirmé leur engagement, leur présence et sans vous ce ne serait pas possible d'être à la hauteur et d'atteindre ces 14 milliards et donc merci pour cela. Les pays membres du G7 sont au rendez-vous de ces 15 %. J'ai cité évidemment les États-Unis.

La France, devant vous. Le Canada, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni sont tous présents et se sont mobilisés. Nos amis japonais font beaucoup, je le sais, mais je crois à la surprise. Je sais Monsieur le Ministre que vous êtes là. Nous nous sommes parlés, un premier effort a été fait, je suis sûr que le Japon peut toucher ces 15 % et c'est un game changer comme on dit en bon français si le Japon fait cet effort. Et donc je crois dans cette mobilisation, je mets de la pression parce que nous en avons besoin.

Il y a un très grand pays donateur qui est sur tous nos combats, qui est exemplaire pour nous tous, qui est la Norvège. La Norvège donne énormément pour le climat. Et donc elle est un grand donateur mais c'est vrai qu'elle n'a pas fait les 15 % là. Si on pouvait faire un tout petit peu plus côté norvégien ce serait formidable !

Je vais appeler tout à l'heure Erna SOLBERG mais si la Norvège pouvait m'aider on y arriverait. J'ai appelé tout à l'heure le Premier ministre australien, il va faire un petit peu plus mais encore un petit peu d'un petit peu plus ça nous aiderait aussi. Il y a 3 pays qu'on attend énormément.

C'est un peu pour nous l'attente, la surprise, les Émirats Arabes Unis, le Qatar et l'Arabie saoudite. Et je

pense qu'il y a eu parfois des tensions dans cette région, si ces 3 pays pouvaient se réconcilier sur un agenda de générosité internationale pour le Fonds mondial, ce serait formidable et tout à l'heure je souhaiterais qu'ils puissent monter avec nous tous les 3 sur la scène pour annoncer un engagement historique. Si ces 3 pays décident de rentrer dans le club, je ne parle pas de milliards, la France va mettre près d'un milliard et demi sur cet engagement, je parle pour ces pays qui ont des possibilités, si j'ai bien compris, de faire 100-150 millions sur 3 ans. Je crois que c'est possible et donc je compte vraiment sur ces 3 pays pour rejoindre le club et nous aider.

Je sais aussi qu'on va continuer à mobiliser, j'ai parlé ce matin à Gianni INFANTINO pour que la FIFA soit parmi nous, je pense que le CIO pourrait être parmi nous aussi. Et donc dans les 3 heures qui viennent on doit atteindre les 14 milliards. Dans les 3 heures qui viennent. Donc vous l'avez compris la pression va être maximale. Alors, ça c'est la mobilisation des gouvernements. Et donc vous avez compris sur qui je mettais la pression.

Je vous demande vraiment de m'aider à le faire, de prendre vos téléphones, d'appeler, de vous mobiliser, de faire des tweets, et de montrer combien tout cela est important. Et puis, il y a le secteur privé et tout ce qu'on fait avec le secteur privé, qui est essentiel, et c'est une caractéristique du Fonds mondial.

Et je veux vraiment, ici, remercier les entreprises, les fondations qui sont présentes autour de la table, et avec lesquelles nous travaillons et nous continuons de travailler. La France fait et continuera de faire beaucoup avec plusieurs d'entre vous. La Fondation MÉRIEUX, par exemple, et nous participons au renforcement des services de biologie médicale dans 7 pays d'Afrique de l'Ouest, avec la Fondation et plusieurs autres fondations françaises qui sont ainsi engagées.

Et comme je le disais, c'est aussi avec beaucoup de ces fondations et du secteur privé que nous renforcerons, conformément aux recommandations du Conseil présidentiel pour l'Afrique, nos partenariats techniques avec de nombreux pays, et les expertises techniques que nous allons renforcer au Mali, au Burkina, au Burundi, au Niger, en RCA, et qui sont absolument essentielles. C'est ce que nous ferons aussi en Côte d'Ivoire, avec l'Institut national de formation des agents de santé. Mais pour le Fonds mondial l'engagement du secteur privé est essentiel. Je veux vraiment remercier Bill GATES et sa fondation, parce qu'il est aussi au rendez-vous. Il a été au rendez-vous historiquement, et il est au rendez-vous à nos côtés de l'augmentation. On s'est vus, il y a quelques semaines à New York et on a décidé qu'on ferait ensemble la même augmentation parce que de toute façon si on n'était pas au rendez-vous ensemble, les autres n'avaient aucune chance de suivre. Et on va continuer à mettre la pression de la même manière. Merci Bill pour l'engagement de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Melinda sera là aussi dans quelques mois au Forum Égalité en juin en France. Merci à la fondation de son engagement. Je remercie aussi BONO, très engagé, depuis le début et qui à travers "One" a toujours été là et avec l'initiative RED a mobilisé le secteur privé de manière extraordinaire. En poussant les uns et les autres, en mobilisant, il a travaillé toute la nuit encore - on l'a laissé à l'Hôtel Dieu avec Monsieur Le maire et quelques autres - il a obtenu encore des millions d'euros supplémentaires d'engagement cette nuit du secteur privé à Lyon et il va continuer grâce à l'initiative RED. Merci BONO. Il y a des très grands donateurs privés. On était avec le docteur TAHIR, indonésien, qui donne de ses fonds propres énormément d'argent et donc merci au docteur TAHIR et à tous ceux qui le suivent, il montre par son engagement personnel le sens que cela a.

Mais nous allons continuer à mobiliser là aussi le secteur privé dans les heures qui viennent pour atteindre ces 14 milliards de dollars. Aujourd'hui on a fait les comptes avant là de vous retrouver. On n'y est pas. Si les pays que j'ai cités font un effort additionnel, on y arrive. Et 14 milliards c'est l'objectif que nous nous sommes donné. Mais pour beaucoup d'associations, d'ONG, de chercheurs, de pays, c'était le minimum. Je vous le dis très franchement. Moi je me fais disputer pour parler poliment quand je dis 14 milliards c'était impensable. Beaucoup m'ont dit "vous êtes fou avec 14 milliards. Si vous faites 13,5 c'est déjà formidable". Mais je les ai écoutés, entendu 14 milliards c'est le minimum. Donc et

je conclurai là-dessus, je ne laisserai personne sortir de cette pièce ni quitter Lyon tant que 14 milliards de dollars ne seront pas obtenus.

Il y a des nouveaux pays qui ont rejoint le club. Joseph MUSCAT est parmi nous et je le remercie. Malte est là qui s'engage pour la première fois. Il n'a pas un budget énorme mais il est là parce qu'il pense que c'est important, et c'est un grand leader. Il y a ici beaucoup de grands leaders, de représentants.

Il y a des chefs de gouvernement en Afrique qui se battent contre la maladie, dans leur pays, contre la guerre, contre le terrorisme. On n'a pas le droit de les laisser attendre. Il y a partout des jeunes qui se battent contre la maladie sans traitement. Il y a des jeunes qui avec la maladie, le traitement, se battent contre les discriminations. Personne ne quittera Lyon sans que nous ayons les 14 milliards de dollars. Et donc tout à l'heure, nous les aurons.

Appelez dans vos capitales. Harcelez les pays que j'ai cités. Allez m'aider à chercher l'argent dans les trois heures. Je reviens dans un peu plus de trois heures devant vous avec les autres leaders et nous aurons au moins les 14 milliards de dollars parce que nous n'avons pas le choix. Pas le choix. Il y a trop d'Amanda qui nous attendent. Il y a trop de jeunes qui nous attendent. Il y a trop d'enfants qui ne veulent pas notre charité, qui ne veulent pas des chiffres, qui ne veulent pas simplement un jour à Lyon. Ils veulent avoir une vie normale. Ils veulent choisir d'être amoureux ou amoureuses de qui ils veulent. Ils veulent pouvoir avoir un travail, mener des études. Simplement vivre. C'est ça dont nous parlons. Alors nous y serons. Surprenez-nous. Agissez. Aidez-nous. Merci.